

## Que se cache-t-il exactement derrière le mantra de la croissance économique ?

---

Par Christophe Sempels<sup>1</sup>  
10/12/2020

La quête perpétuelle de croissance économique – étant entendue la croissance du produit intérieur brut (PIB) - est le mantra le plus tenace de ces 60 dernières années. Alpha et oméga de toute politique économique digne de ce nom, la croissance économique est présentée comme l'objectif absolu de la très grande majorité des nations, sa quête suprême, qui par effet ricochet nous promet progrès, stabilité sociale, emploi et bien-être pour tous, entre autres bénéfiques.

Savons-nous cependant ce qui se cache derrière la croissance économique appréhendée par le sacrosaint prisme du PIB ? Je ne parle pas ici des conséquences que sa poursuite induit, notamment sur le plan écologique, mais bien de sa construction même, de son contenu et de ce que celui-ci implique en termes de représentation du monde et d'objectifs corollaires. Élémentaire me direz-vous... Comment imaginer en effet que nous acceptions collectivement la poursuite d'un objectif suprême qui impacte les moindres recoins de nos vies sans en comprendre les tenants et les aboutissants. C'est pourtant, je le crains, la réalité. Peu de nos contemporains sont à même d'expliquer ce qui se cache derrière la croissance économique ou le PIB, au-delà d'un vague énoncé d'une quantité de richesses produites par une nation sur une période donnée qu'il faut faire grandir d'année en année. Le présent article vise donc à aborder de manière synthétique cette question et d'en explorer les principales implications.

Le produit intérieur brut (PIB) est effectivement l'indicateur permettant de quantifier la valeur totale de la production de richesses générées par les agents économiques d'une nation sur une période donnée (généralement une année). Il peut se mesurer de trois manières différentes, la première étant la mesure retenue par souci de praticité :

- L'approche par la production : le PIB renvoie à l'ensemble des productions réalisées au sein d'une nation, calculé par l'addition de toutes les valeurs ajoutées<sup>2</sup> générées par les agents économiques publics et privés. Il permet alors d'identifier la contribution de chaque grand secteur d'activité à la production de la richesse intérieure.
- L'approche par les revenus : le PIB renvoie ici à l'ensemble des revenus bruts des secteurs institutionnels – les salariés, les entreprises, l'Etat - résultant de cette production (salaires, impôts et taxes perçus sur les productions et importations corrigés des subventions et bénéfices d'exploitation dégagés par les entreprises). Il permet ici d'évaluer la répartition de richesses entre les différents agents économiques.
- L'approche par les dépenses : le PIB renvoie ici à l'ensemble des dépenses de consommation et d'investissement, des variations de stocks, des dépenses publiques courantes et du solde des échanges extérieurs. Il met alors en évidence comment la richesse produite a été utilisée sur la période donnée.

---

<sup>1</sup> Directeur de la recherche-action chez LUMIA – une recherche-action au service de la mise en œuvre de projets transformatifs visant le rééquilibrage des systèmes écologiques, sociaux et économiques dans la prise en charge des besoins humains

<sup>2</sup> Soit la valeur monétaire de la production – p.ex. le prix de tous les pains vendus par un boulanger – auquel sont retranchées les consommations intermédiaires, soit tous les biens et services généralement achetés à une autre entreprise qui vont être détruits, transformés ou incorporés à la production, - p.ex. la farine, l'eau, le sel, l'électricité et les honoraires du comptable de notre boulanger.

La croissance du PIB mesure donc l'accroissement de richesses ou de revenus produits d'une année sur l'autre, de sorte que la richesse ou les revenus générés en année  $n+1$  soient supérieurs à la richesse ou aux revenus générés en année  $n$ , ce qui semble effectivement, présenté comme cela, être un objectif désirable.

### **Comment une économie peut-elle croître ?**

La croissance économique est sous-tendue par deux mécanismes simples : l'expansion et l'intensification (Parrique, 2019), renvoyant aux notions de périmètre et de vitesse. Une économie qui croît est en fait une économie qui étend son périmètre géographique, social ou temporel et/ou qui intensifie la vitesse des échanges monétisés via un marché (que ces échanges soient sous-tendus par une finalité lucrative ou non).

L'expansion consiste à faire entrer dans la sphère monétisée du marché quelque chose qui autrefois lui échappait. En acceptant par amitié de conduire un voisin à la gare sans autre forme de contrepartie que le plaisir du service rendu, je n'agis pas sur la croissance économique. En lui demandant pour ce trajet 40 EUR dans le cadre d'une activité déclarée, je contribue à la croissance du PIB. Lorsque je passe de CouchSurfing à AirBnB, substituant l'accueil gratuit d'un hôte par un accueil désormais monétisé, je me mets là aussi au service de la croissance économique. Avec l'ouverture des commerces le dimanche et avec la disponibilité 24h/24, 7 jours sur 7 du commerce en ligne, c'est l'espace temporel pendant lequel des échanges par le marché peuvent s'opérer qui s'étend, tout comme son étendue géographique (le citoyen le plus reculé pouvant commander et se faire livrer). La croissance appelle donc à une expansion grandissante de la sphère du marché dans les moindres recoins de notre vie sociale et de notre temps disponible.

L'intensification consiste pour sa part à augmenter la vitesse des échanges au sein d'un périmètre de marché donné. En achetant un smartphone une fois par an plutôt qu'une fois tous les deux ans ou en allant chez le coiffeur tous les 15 jours plutôt que tous les mois, je multiplie par deux le volume des transactions et, par la même, contribue à la croissance économique de mon pays.

Une croissance vivace est donc une croissance qui va chercher à jouer sur les deux tableaux de manière concomitante, en étendant le périmètre des échanges monétisés tout en les intensifiant. Plus, plus vite dans toujours plus de recoins de l'espace social, géographique et temporel, voici les impératifs requis pour générer de la croissance économique.

### **Le PIB, un indicateur de flux et non de stock**

Le PIB mesure le flux de richesses créées sur une période donnée, p.ex. sur l'année. Il ne dit rien de la nature de ce flux, ni même du stock de richesses déjà disponibles pour la société.

Ce flux est composé d'activités très hétéroclites. Certaines sont absolument essentielles à la survie de la population (p.ex. la production alimentaire) ou rendent possible la poursuite d'autres activités (p.ex. la production et la distribution d'énergie). Certaines sont indispensables au bon fonctionnement et à la bonne santé physique, mentale et sociale de toute société (p.ex. les soins de santé, l'éducation ou la culture), là où d'autres sont futiles, voire carrément nuisibles (p.ex. l'accident de voiture ou le tabac, qui selon l'Organisation Mondiale de la Santé, tue la moitié de ses adeptes). Certaines activités visent à produire des richesses venant accroître le stock de richesses déjà disponible pour la société (p.ex. le secteur du bâtiment et des travaux publics), d'autres visent sa préservation (p.ex. les activités d'entretien et de maintenance), tandis que certaines dégradent le

stock de richesses disponibles (p.ex. les activités de démolition ou d'extraction de matières premières non renouvelables). Comment faire le tri ?

En se concentrant uniquement sur le PIB, il est impossible de dire si le sort d'une société s'est amélioré et si son stock de richesses s'est accru. Ce stock pourrait en effet techniquement s'accroître après une année de PIB décroissant ou se réduire après une année de PIB croissant en fonction de la nature et de la réalité des richesses créées sur l'année. Par exemple, aux Etats-Unis, alors même que les taux de croissance sont plus vigoureux qu'en Europe, l'association américaine des ingénieurs civils note une inquiétante dégradation des infrastructures du pays. Pour restaurer ces infrastructures vieillissantes, le pays devrait consentir à un investissement de 4,6 trillions de dollars sur dix ans, soit plus de 25% du PIB (Laurent, 2019 p.25). Les Etats-Unis voient donc leur stock de richesses se dégrader alors même qu'ils génèrent un flux de richesses croissant.

De la même manière, imposer une croissance continue de l'économie ne garantit en rien l'amélioration du sort de tous les membres de la société correspondante. Tout dépend de la nature des flux, mais également de leur répartition, ce sur quoi le PIB est muet. Ainsi, rémunérer 4 personnes en donnant respectivement 1 euro à trois d'entre elles et 97 euros à la quatrième contribue de la même manière au PIB que les rémunérer 25 euros chacune. Ce qui ne renvoie pas à la même réalité sociale. Ainsi, si la croissance du flux annuel de richesses n'est captée que par une infime minorité de la population, elle n'a en rien contribué au progrès social de la société dans son ensemble. Ce qui est malheureusement le cas de la quasi-totalité des pays de la planète, comme le confirment les études du *World Inequality Lab*. Aux Etats-Unis toujours, le PIB a ainsi augmenté de 260% entre 1967 et 2013 alors que le revenu médian des ménages américains n'a augmenté sur la même période que de 19%. Le pouvoir d'achat des salaires horaires américains a quant à lui progressé de \$2,38 en un demi-siècle, alors que sur la même période, le PIB par habitant a été multiplié par 16. Pire, dans un contexte de croissance continue du PIB entre 2009 et 2015, le revenu médian des américains a baissé jusqu'en 2014 (Laurent, 2019). Loin de constituer un « défaut » d'allocation, il semble au contraire que la concentration de richesses soit une propriété endogène de l'économie de marché reposant tout entièrement sur la croissance économique. Boghosian (2020) a ainsi démontré que dans une économie de marché, les richesses générées passent des pauvres vers les riches. Les modèles mathématiques qu'il a élaboré avec ses collègues rendent compte avec une grande précision des données réelles observées dans les différentes économies testées et démontrent que loin de ruisseler vers les pauvres, la tendance naturelle de la richesse est de s'écouler vers le haut. Seule la redistribution organisée par le politique fixe les limites à cette inégalité. Un des rôles du politique est donc de contrecarrer la tendance naturelle de la croissance économique à concentrer les richesses et les politiques devraient consacrer bien plus d'énergie à la question de la régulation de l'économie de marché qu'à sa libéralisation, ses fondements mêmes ne garantissant aucunement l'amélioration du stock de richesses de la nation et induisant mécaniquement des inégalités croissantes.

Conclusion : sans une régulation forte, une société aura tendance à s'appauvrir dans sa grande majorité et pourra voir son stock de richesses diminuer malgré la croissance économique appréhendée par son PIB. Tout comme elle pourrait techniquement améliorer les revenus d'une grande majorité de citoyens tout en augmentant ou à tout le moins en préservant son stock de richesses en situation de stagnation et même de décroissance économique du PIB. La corrélation en la matière est tout sauf directe et parfaite.

### **Quête constante de croissance, un objectif souhaitable ? Avec quelles implications ?**

Examinons de plus près l'objectif de quête de croissance à tout crin. Comme expliqué ci-dessus, cela consiste à promouvoir une expansion continue de la sphère du marché dans des recoins

toujours plus profonds de l'espace social, géographique et temporel et d'intensifier toujours plus ces échanges marchands parmi les membres de la société.

L'expansion de la sphère du marché ne peut s'opérer qu'en transformant des actes ou accès désintéressés, solidaires ou altruistes en actes ou accès marchandisés, monétisés et fiscalisés<sup>3</sup>. Ce qui n'a pas la même saveur. Bartolini (2010, dans Parrique 2019) a ainsi démontré qu'en transformant une aménité ne pouvant être achetée mais essentielle à notre bien-être (l'amitié, l'amour, la baignade dans une rivière, ...) en commodité marchande, le niveau de satisfaction et de bien-être associé se réduit. Un grand nombre d'études corroborent le fait que dès qu'un échange hors marché est remplacé par un échange marchand tarifé, il n'apporte pas la même satisfaction, tout en participant à la dégradation du tissu social et des relations humaines ou à l'émergence de comportements ou d'attitudes socialement moins désirables. La standardisation consécutive de la marchandisation déconnecte par ailleurs les biens et services de leur communauté, de leur contexte social et culturel, ce qui constitue un facteur de désagrégation sociale supplémentaire. Aux biens locaux produits localement dans le respect d'une tradition territorialement située se substituent des biens standardisés, produits dans des pays à bas coût et déconnectés de toute tradition locale. Nous avons par ailleurs déjà tous fait l'expérience de retrouver à l'autre bout du monde les mêmes enseignes et les mêmes produits que ceux disponibles sur notre lieu de vie. Tels sont les prix à payer pour générer de la croissance par expansion.

L'intensification nous place ensuite dans une spirale infernale. Plus nous passons de temps dans le marché, moins nous avons de temps à dédier au "hors-marché"<sup>4</sup>, au plus nous avons besoin du marché pour remplir nos besoins, au plus nous renforçons la logique du marché, ... Ce qui, entre autre chose, nous fait perdre en résilience puisque nous devenons tout entièrement dépendant du marché pour assurer la prise en charge de nos besoins. Voilà la pleine expression de la transformation de l'Homme en homo œconomicus.

Et par-dessus tout, nous aurions à supporter ce coût individuel et social de la croissance sans aucune garantie que le stock de richesses disponible se développe utilement pour la société... Car au-delà du « stock de richesses naturelles » - une bien laide appellation pour parler de la Nature dont nous sommes un constituant si menaçant -, qui se désagrège violemment, c'est le stock de richesses produites par l'Homme qui peut être lui aussi mis sous pression dans un contexte de hausse du PIB.

### **La croissance verte change-t-elle la donne ?**

En ayant en tête les mécanismes d'expansion et d'intensification constitutifs de la croissance, il est par ailleurs possible de porter un regard neuf sur l'idée de croissance verte. Nonobstant l'impraticabilité d'un découplage absolu, total, global, permanent et suffisant/suffisamment rapide entre création de richesses et consommation de ressources et d'énergie<sup>5</sup>, quel est projet social et humain de cette croissance dite « verte » ? Comment croire en la possible convergence de la lutte écologique avec la lutte pour plus de justice sociale quand l'argument proposé, la croissance verte du produit intérieur brut, entend nous asservir entièrement et toujours plus à la logique du marché,

---

<sup>3</sup> Le travail au noir étant par essence dissimulé et donc non comptabilisé dans le PIB

<sup>4</sup> Soit en raison du simple temps passé dans les différents espaces d'achat et de consommation, soit en raison du temps passé à gagner de quoi financer sa participation au marché. Une voiture p.ex. devient sur des trajets de faible distance un moyen de locomotion particulièrement lent si on y intègre le temps passé à gagner de quoi l'acheter, l'entretenir et la faire rouler.

<sup>5</sup> Il n'y a aucune trace empirique d'un tel découplage dans l'histoire de l'humanité. Même sur un plan théorique, de nombreux travaux suggèrent qu'un tel découplage est hors d'atteinte (voir p.ex. Parrique et al. 2019, Jackson, 2009 ou encore Grosse, 2010, pour ne citer que quelques sources)

elle-même naturellement encline à concentrer les richesses dans les mains des plus nantis ? Car qu'elle soit verte, bleue ou de n'importe quelle autre couleur, cette croissance colorée n'en reste pas moins fondée sur la recherche de toujours plus d'expansion et d'intensification. Sans quoi ce n'est plus de la croissance. Quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, et indépendamment de sa qualité, c'est donc bien la nature profonde de la croissance économique et les impératifs qu'elle sous-tend qui mènent à l'impasse, conduisant les citoyens et la puissance publique à accepter une mise sous tutelle et une dépendance toujours grandissante à la sphère du marché. Ce n'est plus une idée farfelue de que dire qu'in fine, nous en arriverons à devoir payer l'air que nous respirerons (ce qui est hélas d'ores et déjà le cas auprès des bars à air ou à oxygène...)

Finalement, en comprenant le double mécanisme constitutif de la croissance et la différence clé entre flux et stock de richesses, il est possible d'entrevoir une économie dont le flux stagnerait, voire même se réduirait, tout en contribuant à l'amélioration du bien-être de la grande majorité de la population, et à la préservation, voire même au renforcement des richesses dont une société peut se prévaloir. Certains diront que le projet est radical et voué à l'échec. Les utilitaristes de la croissance y verront un inévitable chaos social. Le chaos social ne serait-il pas plutôt de nous asservir toute entièrement à la logique du marché, à fortiori dans un contexte où le politique semble bien en peine de réguler l'économie de marché, alors même qu'une frange toujours croissante de la population en est tenue à distance en raison d'une répartition défailante ?

## Références

- Bartolini S. (2010), Pour une société fraternelle : En finir avec l'égoïsme, la compétition et la surconsommation, Edition Les Liens qui Libèrent, Paris.
- Boghosian, B.M. (2020), Aux sources mathématiques des inégalités de richesse, Pour la Science, 507.
- Grosse, F. (2010), Is recycling part of the solution? The role of recycling in an expanding society and a world of finite resources, Surveys and Perspectives Integrating Environment and Society, Vol.3, n°1.
- Jackson, T. (2009), Prosperity without growth, economics for a finite planet, Earthscan Publishing.
- Laurent, E. (2019), Sortir de la croissance, mode d'emploi, Edition Actes Sud, Paris.
- Parrique, T. (2019), The political economy of degrowth, Thèse de Doctorat, Economics and Finance, Université Clermont, Auvergne, Stockholms Universitet.
- Parrique, T., Barth, J., Briens, F., Kerschner, C., Kraus-Polk, A., Kuokkanen, A. et Spangenberg, J.H. (2019), Decoupling Debunked: evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability, Report of the European Environmental Bureau.